

Zimbabwe: Washington accuse Mugabe d'affamer ses opposants

WASHINGTON (AFP) - Les Etats-Unis ont accusé vendredi le président zimbabwéen Robert Mugabe d'utiliser l'aide alimentaire comme une "arme" électorale en affamant ses opposants.



Le président du Zimbabwe Robert Mugabe, le 21 mai 2008 à Harare
(© AFP/Archives - Desmond Kwande)

La décision de Harare de suspendre les activités des organisations humanitaires non gouvernementales "fait du gouvernement le seul distributeur de l'aide alimentaire", a regretté le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack. "Il s'agit d'une tentative odieuse d'utiliser la nourriture comme une arme politique" avant l'élection présidentielle du 27 juin, a-t-il ajouté.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Harare, James McGee, a expliqué que l'aide alimentaire du gouvernement zimbabwéen n'était accordée librement qu'aux partisans du parti de M. Mugabe, le Zanu-PF.

Les partisans du parti d'opposition Mouvement pour le changement démocratique (MDC) doivent remettre leur carte d'identité aux représentants du gouvernement pour obtenir de la nourriture, et elle ne leur est pas restituée, ce qui les empêchera de voter au second tour de l'élection présidentielle, a ajouté M. McGee au cours d'une conférence de presse à Harare en duplex avec la presse américaine.

"C'est ce qui se passe en ce moment", a-t-il affirmé. "C'est une campagne très bien orchestrée".

"Si vous vous présentez et que vous pouvez prouver que vous êtes membre du Zanu-PF, vous avez accès à la nourriture distribuée par le gouvernement", a-t-il dit. "Si vous appartenez au MDC, vous devez présenter soit votre carte électorale", soit votre carte d'identité "pour obtenir de la nourriture".

"Ce que cela signifie, c'est que le gouvernement va garder ces cartes jusqu'au vote et que vous ne pourrez pas voter", a poursuivi l'émissaire américain, qui s'exprimait depuis l'ambassade des Etats-Unis à Harare. "La seule façon d'avoir accès à la nourriture est d'abandonner votre droit de vote".

En outre, l'ambassadeur américain a accusé les chefs des services de sécurité d'obliger leurs hommes à voter pour le Zanu-PF. Les policiers notamment, parmi lesquels se trouvent de nombreux partisans de Morgan Tsvangirai, le dirigeant du MDC et principal opposant de M. Mugabe, sont obligés de voter par correspondance et de remplir leur bulletin de vote "devant leurs supérieurs" qui s'assurent qu'ils votent bien pour le Zanu-PF.

Ces mesures du gouvernement sont clairement illégales, selon M. McGee.

"C'est contraire à la constitution du Zimbabwe, c'est absolument illégal, c'est contraire à tous les accords régionaux signés par le Zimbabwe", a-t-il déclaré. "C'est contraire aux réglementations internationales".

"Je pense que nous avons affaire à un régime désespéré qui va faire tout ce qui est possible pour rester au pouvoir", a-t-il poursuivi, qualifiant le régime du président Mugabe de "bande de rapaces qui veulent rester au pouvoir à n'importe quel prix".

Il a néanmoins jugé nécessaire que le scrutin se déroule comme prévu. "Toute autre chose représenterait pour le régime de Mugabe une victoire qu'il ne mérite pas", a-t-il affirmé.

L'ambassadeur américain a appelé les pays voisins du Zimbabwe, notamment l'Afrique du Sud, à publier une "réponse très très forte" et à envoyer des observateurs sur place le plus vite possible.

Selon M. McGee, un million de personnes seront affectées par la décision du régime de suspendre les activités de toutes les ONG, annoncée jeudi.

Les stocks de l'aide alimentaire déjà distribuée devraient suffire "au moins jusqu'à l'élection". "Mais si cette situation se poursuit après cela, nous risquons une famine très très grave au Zimbabwe", a-t-il ajouté.